fermiers, des banquiers—des gens de toute sorte. Le comité s'occupe maintenant de la préparation d'un statut modèle convenant aux circonstances locales, travail qui présente quelques difficultés. Et en peu de temps, je crois qu'en Irlande on créera des caisses rurales non moins rapidement que maintenant on les fonde en France. J'y vais bientôt assister à cette œuvre.

Un des plus grands obstacles que nous avons à combattre c'est la disposition de la loi qui ordonne que nulle association ne doit prendre plus en dépôts que les deux tiers de la somme actuellement prêtée, aux sociétaires. Alors elle ne peut pas commencer sans quelque patri moine. Sans capital action, comment le pouvoir ? Pour faire face à cet obstacle j'ai recommandé un fond de garantie, qu'on a déjà accepté officiellement comme équivalent du patrimoine. Quelques hommes connus d'une banque garantirent telle somme—soit 2,500 francs, soit moins, soit plus. A Scawby M. Sutton Nelthorpe a garanti 2,500 francs et M. Yertbrupt de sa part 1,250 frs. A Broughton, commune voisine, de même. Il vaudra mieux d'avoir un plus grand nombre de garanties, parce que plus grand est leur nombre, plus vigoureusement est exigée une soumission sévère aux conditions prescrites. Mais aux débuts on doit faire comme on peut. Ce fond de garantie, qui assure de l'argent pour des prêts, sera lentement remplacé par la réserve qui s'accumule, et sera retiré en même temps. Du reste, notre caisse est organisée en toutes parts comme caisse Raiffeisen. On prend des dépôts, de la petite épargne, on emprunte, on prête, on demande l'indification de l'emploi, comme la ponctualité du remboursement, on se garde de payer des salaires, sauf un tout petit honoraire au secrétaire, on érige le comité, le conseil de surveillance. On fera de même dans les autres caisses que nous espérons fonder plusieurs bientôt.

Voilà donc enfin le commencement d'une bonne œuvre dont on peut espérer bon résultat. Une fois que la nouvelle institution se sera enracinée, j'ai bonne confiance qu'elle se répandra rapidement et portera à notre population des bienfaits dont on ne peut guère prévoir les bornes. Que cela vienne bientôt.

La Compagnie des Moulins du Lac des Bois a distribué à ses employés un boni de \$1.500 en sus des salaires réguliers comme participation aux bénéfices de l'année terminée le 30 septembre 1894.

COMMUNICATION

LE " PRIX COURANT "

Montréal.

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt l'article les " Juifs et la Nouveauté " et je la trouve en rapport avec mes principes. Je serais de l'avis, moi aussi, de combattre les Juifs sous le rapport commercial d'une manière loyale ; mais combien le gouvernement n'éviterait-il pas de soucis en avisant à quelques moyens qui empêcheraient ces Juifs de colporter ? En imposant une forte licence, par exemple, cela ferait un grand bien à une partie du commerce au moins, et sauvegarderait l'argent d'un grand nombre de nos bons cultivateurs ; en même temps leur ôtant l'ennui de se tenir, le plus possible, à la portée de leur maison de crainte que quelques uns de ces petits marchands ne viennent en leur absence effrayer leur femmes et leurs enfants pour les forcer à acheter, comme la chose est arrivée, il n'y a pas absolument bien longtemps, dans un certain rang de paroisse.

Il est tout probable que la Russie ne s'est pas épurée de ce qu'elle avait de mieux. Le Canada serait-il le dépôt de cette épuration ? Il faut en venir à peu près à cette conclusion, lorsque nous voyons l'indifférence de nos gouvernants sous ce rapport, plutôt que de prendre les moyens d'empêcher cet envahissement qui menace le commerce canadien.

Nos marchands des villes ont plus à souffrir de cette plaie que les marchands des campagnes ; mais ceux là ont lutté et fini par réussir à se garantir de la compétition des colporteurs, et cela par le moyen des sociétés qui ont engagé les autorités municipales, par le prix des licences, à rendre ce commerce si onéreux que nous le voyons diminuer graduellement tous les jours. Il leur reste encore à aviser aux moyens de faire une concurrence avantageuse avec les Juifs tenant magasin selon les règles de la loi et auxquels on ne peut pas imposer une licence plus forte qu'à tout autre marchand.

De cela, nous qui sommes de la campagne, n'avons-nous pas à nous préoccuper. Et comme il n'y a que contre le colportage que nous avons besoin de nous préserver, il ne nous serait pas trop difficile de nous éviter ces tracasseries qui nuisent tant à notre commerce, en nous ralliant, et en formant des sociétés comme celle des marchands

détailleurs de Montréal. Il y a des marchands intelligents à la campagne comme ailleurs, et il est étonnant de voir qu'il n'y ait encore eu aucun mouvement afin de faire une entente entre nous, pour marcher amis, et obtenir de nos gouvernements, la protection nécessaire pour faire un bon et franc commerce. Espérant qu'avant qu'il soit longtemps un de nos marchands âgés se mettra en tête et que j'aurai à inscrire mon nom comme voulant entrer dans la Société des Marchands détailliers des campagnes,

Je demeure votre très humble,

ULRIC ST-JEAN.

Contrecoeur, 25 octobre 1894.

CONGRÈS INTERNATIONAL
DES ACCIDENTS DU
TRAVAIL

Un congrès qui vient de se tenir à Milan, a vivement attiré l'attention du monde industriel et ouvrier. Il s'agissait d'étudier le meilleur système d'assurance contre les accidents du travail.

L'Allemagne avait envoyé M. Badéker, président de l'Office impérial des assurances ; l'Autriche, M. Kaan, inspecteur au département des assurances du Ministère de l'Intérieur ; la Suisse, M. Greulich, secrétaire du travail à Zurich.

M. Drage représentait le sang anglais ; M. Luzzati parlait au nom de l'Italie ; M. Chesson, professeur d'économie politique à l'école des mines, à Paris, représentait l'élément français, ainsi que M. Linguet et M. Yves Guyot, représentant de l'école extralibérale, ne pouvait manquer d'y aller dire son mot.

M. Badéker a défendu chaleureusement le système de l'assurance obligatoire par l'Etat, tel qu'il a réussi à l'implanter en Allemagne.

M. G. Drage (Anglais), a riposté par une charge à fond contre la bureaucratie héréditaire et socialiste allemande et s'est prononcé pour l'assurance libre ; M. Yves Guyot est venu à la rescousse.

M. Cheysson et M. Luzzati " subissent ou admettent, " ont-ils dit, le principe de l'assurance obligatoire, mais ils veulent que l'assureur reste libre de choisir les caisses auxquelles il pourra s'assurer ; ils émettent l'avis qu'on devrait organiser ces caisses d'assurance à l'aide des caisses d'épargne.

L'un des points les plus controversés est celui qui concerne la *faute lourde*.

Un ouvrier, par son étourderie,